

Résumé analytique

La présente publication présente les résultats définitifs du Programme de Comparaison Internationale pour l'Afrique (PCI-Afrique). Elle fournit les détails sur les dépenses réelles du produit intérieur brut (PIB) déflatées par les parités de pouvoir d'achat (PPA), les Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) et les indices des niveaux des prix (INP) pour les 48 pays africains ayant participé au cycle 2005 du PCI.

Les résultats portent sur les dépenses finales de consommation des ménages, les dépenses de consommation tant individuelle que collective des administrations publiques, et l'investissement, ainsi que les exportations nettes. Les premiers résultats publiés en mars 2007 ne portaient que sur les dépenses de consommation et n'incluaient pas les services de logement. Pour certains pays, la publication de 2007 ne présentait que des données partielles. Un aperçu des résultats définitifs a été publié en avril 2008.

En raison du caractère multilatéral des PPA et des estimations des dépenses réelles, l'inclusion des données additionnelles sur les prix et des dépenses des pays a, quelque peu, modifié les résultats définitifs sur les indices des niveaux de prix, la structure des dépenses et le classement des pays. En conséquence, les résultats de cette publication présentent des écarts par rapport à ceux de l'édition précédente.

Tous les résultats sur les dépenses réelles sont exprimés en une devise fictive dénommée « Monnaie africaine d'intégration régionale » (AFRIC)¹. Ceci est fait à dessein, afin d'éviter l'illusion de

favoriser une quelconque monnaie africaine. Les résultats comparatifs du PCI ne sont pas affectés par le choix d'une monnaie utilisée dans les calculs.

L'un des principaux résultats pour chaque pays concerne la différence observée entre le taux de change officiel de sa monnaie et la PPA correspondante – qui reflète dans une certaine mesure l'ampleur de la sous-estimation ou de la surestimation de cette monnaie. Les dépenses nominales reflètent à la fois les niveaux des prix et des volumes des biens et services. Les niveaux de dépenses réelles, qui sont les mesures appropriées pour les comparaisons internationales, sont obtenus en ajustant les valeurs nominales par les PPA. Ainsi, les dépenses du PIB déflatées par les PPA sont exprimées à partir d'un même ensemble de prix internationaux pour que les comparaisons entre pays reflètent uniquement les différences en volume des biens et services débarrassées des effets des prix et des distorsions des taux de change.

Les chiffres du PIB (PIB réel) basés sur les PPA indiquent que seuls quatre pays – Afrique du Sud, Égypte, Nigeria et Maroc – représentent près de 60 pour cent de l'économie de la région.² Les cinq pays les plus riches en termes de PIB réel par habitant sont le Gabon, le Botswana, la Guinée équatoriale, Maurice et l'Afrique du Sud. Exception faite de l'Afrique du Sud, ces pays constituent tous des petites économies, comptant chacun pour moins de 2 pour cent de l'économie de la région. Les cinq pays les plus pauvres sont : Guinée-Bissau, Zimbabwe, Burundi, Liberia et République démocratique du Congo.

¹ Pour éviter d'affecter les comparaisons du PCI par le choix d'une monnaie unique, une unité monétaire fictive dénommée Monnaie africaine d'intégration régionale (AFRIC) a été utilisée pour exprimer les résultats du PCI-Afrique. L'AFRIC a été calculée selon la formule suivante : la somme totale des dépenses effectives du PIB exprimés en unités d'AFRIC pour tous les pays participants est égale à la somme totale des dépenses nominales du PIB convertie en dollar des EU au moyen des taux de change respectifs des pays. Pour plus de détails, prière de référer à l'annexe B.

² Cinq pays n'ont pas participé au cycle 2005 du PCI et ne sont donc pas pris en compte dans les calculs. Ces pays sont : Algérie, Érythrée, Libye, Seychelles et Somalie.

Les résultats du PCI montrent que sur les 48 pays enquêtés, seulement dix ont des niveaux de dépenses des ménages par habitant au-dessus de 1000 AFRIC, et la plupart en dessous de 500.

Trois pays - Égypte, Afrique du Sud et Nigeria - revendiquent plus de 70 pour cent des dépenses de consommation individuelle des administrations publiques, et 37 pays enregistrent des dépenses réelles de consommation individuelle des administrations publiques par habitant en-dessous de 50 AFRIC.

Environ 60 pour cent du total des dépenses de consommation collective des administrations publiques et 56 pour cent de l'investissement total des 48 pays participants sont le fait de seulement quatre pays : Égypte, Afrique du Sud, Nigeria et Maroc. Seuls 15 pays affichaient des dépenses de consommation collective des administrations publiques par habitant supérieures à 100 AFRIC.

Pour la majorité des pays, l'investissement par habitant, en termes de formation brute de capital fixe est inférieur à 200 AFRIC, et excède 500 AFRIC pour seulement dix pays.

En termes de niveau général des prix, le pays le moins cher est l'Éthiopie, suivie de l'Égypte, de la Gambie, du Burundi, de Madagascar et du Malawi. Le pays le plus cher est le Zimbabwe,³ suivi du Cap-Vert, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, des Comores et de l'Angola.

Les deux pays les plus chers, au plan de l'investissement, sont la Côte d'Ivoire et le Congo, où les prix sont de 90 pour cent supérieurs à la moyenne africaine. Ces deux pays sont suivis par la Guinée équatoriale (60 pour cent au dessus de la moyenne) et le Lesotho, le Mozambique et le Zimbabwe (40 pour cent au dessus de la moyenne).

Il se dégage de la comparaison des niveaux moyens de vie dans les 48 pays que les populations ont un niveau de vie relativement meilleur à Maurice, au Botswana, en Afrique du Sud, en Égypte, au Gabon, en Namibie, en Tunisie, en Guinée équatoriale, au Swaziland, au Maroc et au Cap-Vert. Les populations du Liberia, de la République démocratique du Congo, du Burundi et du Zimbabwe ont le niveau de vie le plus bas.

L'utilisation des PPA plutôt que des taux de change a un effet substantiel pour plusieurs pays. Par exemple, l'utilisation des PPA

montre que les dépenses de consommation réelle par habitant, en Éthiopie, sont presque le double de celles obtenues avec le taux de change. Au Gabon par contre, l'utilisation des PPA réduit d'un tiers les dépenses par habitant comparées aux nominales.

Les résultats du PCI sont utiles pour la gestion des politiques et la prise de décision aux niveaux national et international. En plus de leur utilisation dans la comparaison entre les pays des PIB et de leurs principaux agrégats, ces résultats sont utiles dans l'analyse comparative de la pauvreté et de son incidence tant au niveau régional qu'entre pays et régions d'un même pays. Le seuil de pauvreté de 1\$EU par jour déflaté par les PPA est aussi utilisé pour mesurer la pauvreté. En outre, les informations du PCI peuvent faciliter le processus d'harmonisation des politiques économiques à travers les pays et favorisent ainsi l'intégration régionale. Les données du PCI peuvent également être utilisées pour évaluer l'avantage comparatif d'un pays et faciliter ainsi les prises de décision sur les choix d'investissement et de commerce. Les résultats sur les différentiels de salaires et les coûts de production en général peuvent être utilisés pour décider du choix des investissements.

Compte tenu de l'importance des données du PCI pour la gestion des politiques de développement, il est impératif que la Banque et les pays africains soutiennent les activités du Programme au-delà du présent cycle. En particulier, il serait indispensable pour les pays d'intégrer les activités du PCI dans leurs activités régulières et de leur allouer les ressources nécessaires. La communauté internationale devrait, par ailleurs, s'assurer que les efforts des pays sont convenablement soutenus en vue de maintenir la crédibilité du processus et des résultats.

3 Les résultats élevés du Zimbabwe s'expliquent par les fluctuations incontrôlées et extrêmes des taux de change. Étant donné que cela cause de fortes distorsions pour les résultats de l'IPC du Zimbabwe, seulement les PPA, et non les résultats en termes nominaux et les INP, sont présentées dans le présent rapport.